



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 24 septembre 2024

Nos réf. : SHM/JG/MT n° 24-387

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT

Lieu-dit « Les Bruyères » - 52110 NULLY

Code AIOT : 0005704440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 juillet 2024 dans l'établissement VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT implanté au lieu-dit « Les Bruyères » 52110 NULLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée sur demande de l'exploitant. En effet, l'exploitation du site n'a jamais débutée. L'arrêté d'autorisation est donc caduc, par le fait, au regard de l'article R512-74 du Code de l'environnement.

Cette inspection a également pour but de constater la cessation d'activité du site pour libérer l'exploitant de la police des carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT
- Lieu-dit « Les Bruyères » 52110 NULLY
- Code AIOT : 0005704440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TERÉLIAN (anciennement VINCI Construction Terrassement) est une entreprise filiale de VINCI Construction et référente dans les métiers du terrassement en France.

TERÉLIAN est un acteur majeur dans les projets d'infrastructures de transport, d'infrastructures de protection environnementale, de sites et plateformes industrielles ainsi que dans la gestion de matériaux.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article R512-74	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que le site n'avait jamais été exploité, rendant de fait caduc l'arrêté d'autorisation d'exploiter n° 2808 du 19 décembre 2017.

Ainsi, et sous réserve du règlement de l'indemnité de défrichement, la société VINCI pourra donc être déchargée de ses responsabilités en matière de police des carrières pour son site sis à NULLY.

Ce rapport vaut procès-verbal de récolement partiel, en application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-4 du Code de l'Environnement. Il ne peut être assimilé à un quitus et des prescriptions complémentaires pourraient être imposées s'il apparaissait que les travaux réalisés s'avéraient insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-74
Thème(s) : Situation administrative, autorisation
Prescription contrôlée : I.-L'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans. Le délai de mise en service est suspendu jusqu'à la notification à l'auteur de la décision administrative ou à l'exploitant, dans les deux premières hypothèses, d'une décision devenue définitive ou, dans la troisième, irrévocable en cas de : 1° Recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration ; 2° Recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire ; 3° Recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire ayant fait l'objet d'un dépôt de demande simultané conformément au premier alinéa de l'article L. 512-15 du présent code. II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.
Constats : La visite réalisée sur demande de l'exploitant a permis de constater qu'aucune exploitation n'avait été menée sur le site depuis la date de délivrance de l'arrêté d'autorisation 2808 du 19 décembre 2017, soit une durée supérieure à 3 ans. Une visite réalisée en 2021, avait déjà constaté l'absence d'exploitation. A cette date, l'exploitant voulait se laisser du temps, dans le cas de l'obtention de nouveaux chantiers. La mise en service de l'installation n'a jamais été effective, et ce depuis la délivrance de l'autorisation. Cette autorisation est donc devenue caduque. Lors de la visite, il a été constaté qu'aucune structure de traitement n'avait été installée sur le site et qu'aucune extraction n'était réalisée sur le site. Les constats sont similaires en tout point à ceux de la visite réalisée en 2021. Le site est totalement clos de 5 rangs de fils barbelés. La parcelle mise en défend au titre de la protection du Lin Français est toujours visible et parfaitement délimitée par une clôture, un panneau explicatif est également présent. La bande boisée située dans l'emprise de la bande de sécurité des 10 m est toujours intacte. Seul le panneau indicateur de la carrière, a été retiré. Il faut également noter qu'un défrichement a été réalisé notamment afin de pouvoir réaliser les fouilles archéologiques préventives. Les travaux de remise en état prévoyaient le reboisement à surface équivalente sur la zone défrichée. Cependant, l'exploitant, sous contrat de forage, nous indique ; qu'un projet de parc photovoltaïque, est en cours sur ces parcelles. Il considère, de façon pragmatique, que le reboisement n'est pas judicieux, dans la mesure où la partie reboisée devra être défrichée de nouveau, par le nouvel exploitant. La disponibilité foncière locale étant faible. Il souhaiterait trouver d'autres solutions L'exploitant nous a également fourni un état des lieux de fin d'activité signé par le représentant de la commune en date du 12 mars 2024, en présence du Maire de NULLY, également propriétaire, ainsi que par les propriétaires des terrains. Postérieurement à la visite, le bureau Forêt de la Direction Départementale des Territoires de Haute-Marne a été consulté relativement à la problématique du défrichement. Plusieurs pistes ont été évoquées notamment le paiement d'une indemnité, intervenant en remplacement du reboisement initialement prévu. Pour ces raisons, l'inspection propose de donner une suite favorable à la demande d'abandon d'autorisation d'exploiter du site, sous réserve du règlement de l'indemnité de défrichement.
Type de suites proposées : Sans suite

